

L'Office européen des brevets frappé par une vague de lettres anti-Battistelli

"Pourriez-vous, s'il vous plaît, vous en débarrasser ?", demandent-ils tous au Conseil d'Administration



16 mars 2017 à 08:29, [Kieren McCarthy](#)

Une autre vague de lettres condamnant le très controversé président de l'Office européen des brevets, Benoit Battistelli, a été envoyée préalablement à une réunion du Conseil d'Administration de l'organisation qui se tient cette semaine à Munich.

Le Conseil doit discuter de la publication d'un avis d'emploi vacant pour la présidence, le mandat de Battistelli prenant fin en juin 2018 une étape qui ferait du Français controversé un président canard boiteux dès le mois de juillet.

Parmi les lettres, citons :

- Un courrier émanant d'un groupe officieux du personnel de l'OEB (OEB Flier) qui exhortait le Conseil d'Administration, pour la quatrième reprise, à prendre des mesures à l'encontre de Battistelli.
- Un autre provenant de la Federation of International Civil Servants Associations (FISCA) (fédération internationale des fonctionnaires) déposant vis-à-vis de M. Battistelli une "plainte formelle contre ce qui est manifestement devenu de la maltraitance systématique à l'égard des représentants du personnel."
- Un autre envoyé par l'association du personnel du CERN au syndicat de l'OEB, le SUEPO, lui proposant son soutien dans sa "bataille en vue de conserver la possibilité d'exécuter ses obligations syndicales dans les conditions qui prévalent dans toutes les organisations internationales."
- Un autre adressé par un représentant du personnel de la Banque centrale européenne à la chancelière allemande, Angela Merkel, décrivant le comportement de Battistelli et

lui demandant d'exercer une certaine pression auprès du représentant allemand à l'OEB afin qu'il arrête de soutenir le président.

- Un autre émanant d'OEB Flier et destiné au gouvernement néerlandais - qui revoit le comportement de l'OEB - esquissant ses inquiétudes et suggérant des questions qu'il faudrait poser.

L'ampleur des plaintes - et la véhémence avec laquelle elles sont exprimées - reflète le fait que, malgré de nombreuses plaintes déposées à l'encontre de la direction de l'OEB et du président en particulier, Battistelli a continué à imposer des réformes qui ne sont pas les bienvenues et à saquer les membres du personnel qui y résistent.

Plus récemment, le Ministre néerlandais des Affaires étrangères, Bert Koenders, a écrit une [lettre accablante](#) au président de sa Chambres des Représentants décrivant des conversations qu'il avait eues avec le vice-président de l'OEB, Guillaume Minnoye, et où il le prévenait que, sans une amélioration rapide, il ne "verrait aucune autre option que d'aborder la situation dans les hautes sphères politiques de l'Organisation européenne des brevets."

L'Organisation internationale du Travail (OIT) a également publié un rapport extraordinaire qui sera analysé à l'occasion d'une réunion de son organe directeur plus tard durant ce mois-ci à Genève et qui incrimine la façon dont la direction de l'OEB entraîne un nombre tel de réclamations que cela mine sa capacité à faire son travail.

Cette situation figure également en tête des critiques publiques formulées par le Ministre français du Commerce envers Battistelli, qui est par ailleurs également condamné par des organisations syndicales partout en Europe et fortement critiqué par l'OEB lui-même.

Le temps est compté pour Battistelli mais il a toujours d'ardents supporters au sein de l'organisation, y compris le président du Conseil d'Administration, Jesper Kongstad qui [essaie de protéger](#) Battistelli afin qu'il ne soit pas contraint de démissionner en arguant du fait qu'une majorité des deux tiers, plutôt qu'une majorité simple, est requise par les États membres de l'OEB pour publier un emploi vacant.

Cette semaine, le Conseil d'Administration devra décider de porter l'emploi vacant au vote lors de sa prochaine réunion ou d'en décider par le biais d'un processus d'approbation écrit. Si on l'en arrive à un vote, Battistelli perdra probablement mais si une approbation des deux tiers est requise, il se pourrait que le président évite tout juste de s'entendre dire un an à l'avance qu'on ne veut plus de lui.

La série de lettres de cette semaine pourrait faire légèrement basculer l'équilibre, surtout si la Chancelière Merkel prête attention à la situation en cause. Toutefois, il faudra attendre pour voir quel impact elles auront. ®